

VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE

ENQUÊTE RÉGIONALE AUPRÈS DES JEUNES ACCOMPAGNÉS PAR LES MISSIONS LOCALES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

SOMMAIRE

Situation affective	2
Contraception et protection	3
Consentement	4
Tolérance	5
Accès aux soins et dépistage	6
Structures d'accompagnement ...	7
Synthèse.....	8
Méthodologie.....	8

L'enquête auprès des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France a pour objectif d'établir un diagnostic de l'état de santé de ce public en situation de vulnérabilité sociale, à partir de différents axes, allant de la santé physique à la santé mentale, en passant par les habitudes de vie.

Les caractéristiques de la vie affective et de la santé sexuelle des jeunes accompagnés par les Missions Locales, ainsi que les profils des plus fragiles sont ici mis en lumière à travers différents indicateurs portant sur la contraception, le consentement, ou encore l'accès aux soins et le dépistage.

SITUATION AFFECTIVE

Plus de femmes en couple...

Un peu plus d'un tiers des jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France indiquent être en couple (35,9 %), tandis que 6,9 % ne se prononcent pas.

Les femmes sont plus nombreuses à déclarer être en couple (45,9 % contre 27,0 % des hommes). En revanche, cela ne varie que peu avec l'âge et le niveau de diplôme.



...et ayant déjà eu des rapports sexuels

Près de trois jeunes sur cinq (59,3 %) disent avoir déjà eu des rapports sexuels. Un jeune sur sept (14,2 %) ne veut pas se prononcer sur le sujet, sans différence significative selon le sexe, l'âge ou encore le niveau de diplôme.

Les hommes accompagnés par les Missions Locales sont légèrement moins nombreux à affirmer avoir déjà eu des rapports sexuels que les femmes (57,3 % contre 61,7 %).

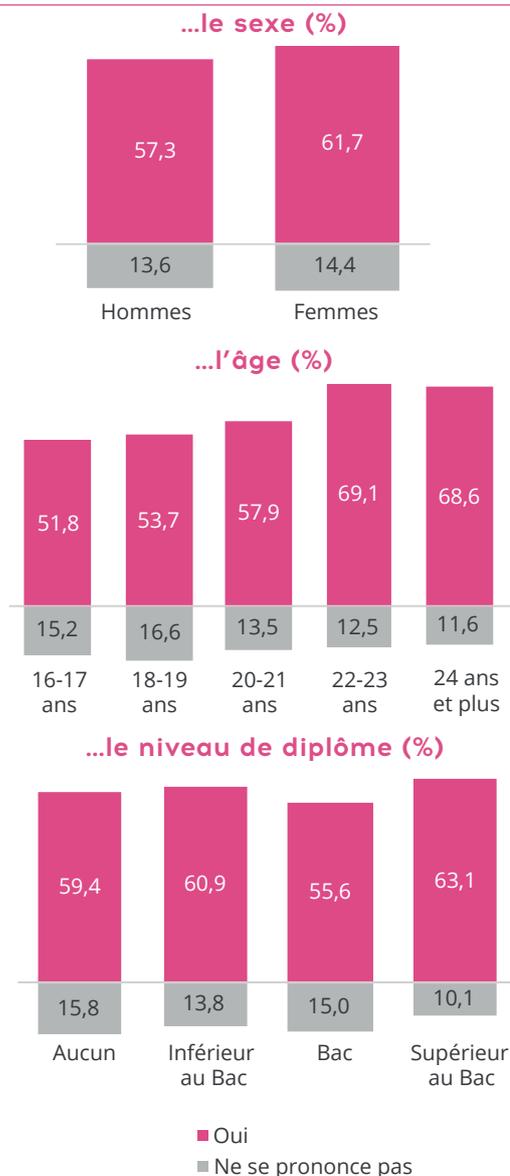
Une expérience sexuelle qui augmente avec l'âge...

La part de jeunes indiquant avoir déjà eu des rapports sexuels suit un gradient prononcé en fonction de l'âge : plus de 16 points séparent les jeunes mineurs de ceux ayant 22 ans et plus (cf. graphique ci-contre). Par ailleurs, alors que, chez les jeunes femmes, cette part est similaire à 16-19 ans et 20-21 ans (environ 58 %), avant d'augmenter fortement à partir de 22 ans (71,0 %), la hausse est plus linéaire chez les hommes (respectivement 50,2 %, 56,9 % et 67,5 %).

...mais qui ne suit pas de gradient selon le niveau de diplôme

Les rapports sexuels sont moins déclarés par les jeunes bacheliers non-titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (cf. graphique ci-contre).

DÉJÀ EU DES RAPPORTS SEXUELS SELON...



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

Alors qu'aucune différence significative n'est observée dans le Bassin minier ou la Sambre-Avesnois-Thiérache concernant le fait d'être en couple ou d'avoir déjà eu des relations sexuelles, les jeunes accompagnés par les Missions Locales de l'Oise sont bien moins nombreux que la moyenne (seuls 26,4 % affirment être en couple et 47,6 % avoir déjà eu des rapports sexuels).

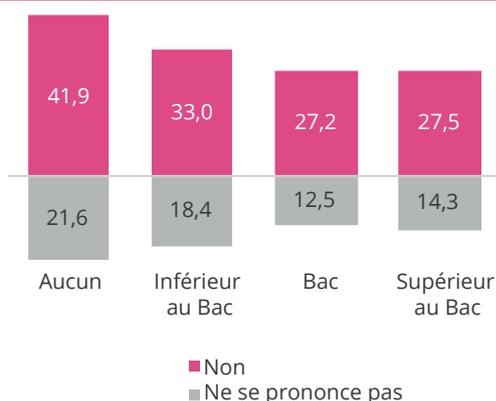
CONTRACEPTION ET PROTECTION

Un jeune actif sexuellement sur deux utilise un moyen de contraception...

Parmi les jeunes déclarant avoir déjà eu un rapport sexuel (avec ou sans désir de grossesse), 32,1 % disent qu'ils (ou leur partenaire) n'utilisent pas de moyen de contraception. Cette part est à considérer comme minimale, car 16,3 % ne se prononcent pas sur cette question.

Les hommes sont plus nombreux à ne pas se prononcer sur l'utilisation d'un moyen de contraception (20,0 % contre 12,8 % pour les femmes). Par ailleurs, la part de jeunes déclarant ne pas en utiliser augmente avec l'âge (de 26,9 % chez les mineurs contre 35,8 % à partir de 24 ans) et diminue avec le niveau de diplôme jusqu'au baccalauréat (cf. graphique ci-dessous).

UTILISATION D'UN MOYEN DE CONTRACEPTION* SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME (%)



* parmi les jeunes ayant indiqué avoir déjà eu un rapport sexuel.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Plus d'un jeune sur trois accepterait d'avoir un rapport même si son(sa) partenaire ne souhaitait pas utiliser de préservatif

Il a été demandé aux jeunes quelle serait leur réaction si leur partenaire ne souhaitait pas utiliser de préservatif. Près des deux tiers (64,0 %) déclarent lui expliquer qu'ils n'auront pas de rapport sans préservatif, plus de trois sur dix (31,1 %) affirment lui faire confiance et ne pas en mettre et 4,8 % céder et ne pas en mettre.

Ils sont plus nombreux à indiquer accepter (que ce soit par confiance ou par sentiment d'obligation) chez les hommes que chez les femmes (41,0 % contre 31,0 %) et chez les non-bacheliers que chez ceux ayant au moins ce diplôme (41,7 % contre 28,5 %). Aucune différence n'est relevée suivant l'âge. En revanche, une forte influence du fait d'avoir déjà ou non une expérience sexuelle est observée (cf. graphique ci-contre). Il est ainsi plus facile « d'imposer » un préservatif lors d'un premier rapport sexuel qu'après en avoir déjà eu.

ZOOM INFRARÉGIONAL

Parmi les jeunes indiquant avoir déjà eu un rapport sexuel, ceux accompagnés dans le Pas-de-Calais sont plus nombreux à déclarer utiliser un moyen de contraception (55,2 %).

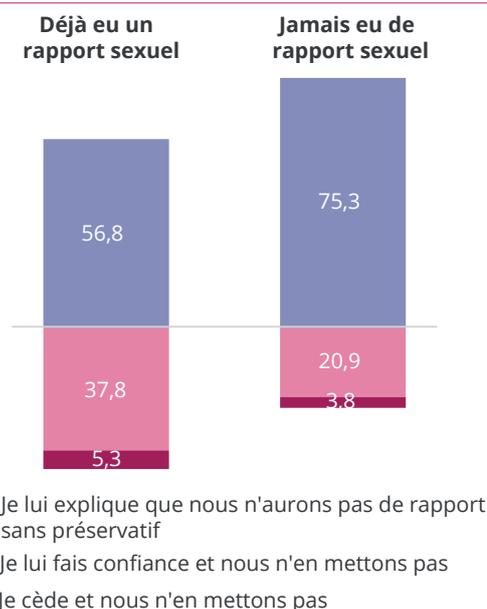
La réaction face à un partenaire qui ne souhaite pas utiliser de préservatif ne varie pas en fonction de la situation géographique de la Mission Locale à laquelle sont rattachés les jeunes.

...par des moyens et pour des raisons variés

Parmi la moitié des jeunes affirmant utiliser un moyen de contraception, la quasi-totalité (94,1 %) dit le faire pour éviter une grossesse, près d'un sur deux (46,5 %) dit vouloir éviter une infection sexuellement transmissible, proche de la part de ceux disant vouloir éviter le VIH (44,1 %).

Les moyens de contraception les plus utilisés sont la pilule contraceptive (par 55,8 % des jeunes précisant utiliser, eux ou leur partenaire, un moyen de contraception), suivie du préservatif (40,2 %). L'implant est cité par 11,3 % des jeunes utilisant un contraceptif et le stérilet par 7,2 %. La pilule et l'implant sont davantage mentionnés par les femmes, la pilule plus chez les plus diplômées, à l'inverse de l'implant ; le préservatif est plus mentionné par les hommes.

RÉACTION SI LE PARTENAIRE NE SOUHAITE PAS UTILISER DE PRÉSERVATIF SELON L'EXPÉRIENCE SEXUELLE (%)



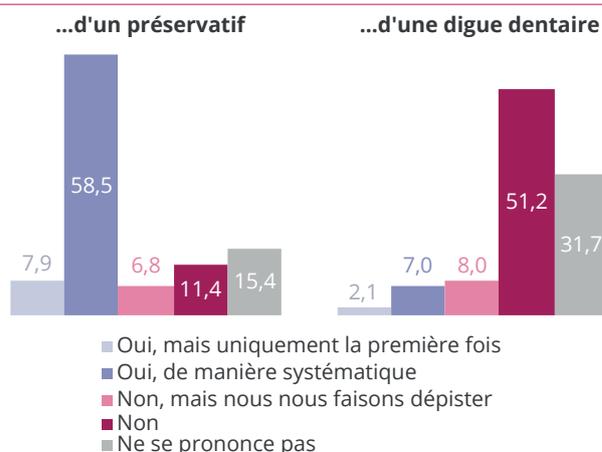
Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

La digue dentaire rarement utilisée

Lors d'un rapport sexuel avec un nouveau partenaire, l'utilisation d'un préservatif est plus fréquente que celle d'une digue dentaire. En effet, plus d'un jeune sur deux dit utiliser un préservatif de manière systématique, contre 7,0 % pour la digue dentaire. À noter qu'ils sont deux fois plus nombreux à ne pas se prononcer sur l'utilisation d'une digue pour les cunnilingus et anulingus que pour l'utilisation d'un préservatif en général. Cela peut être dû à la fois à une méconnaissance, à la non-nécessité ou au souhait de ne pas en utiliser.

Les hommes sont plus nombreux que les femmes à déclarer utiliser systématiquement un préservatif (63,0 % contre 54,4 %). Aucune différence significative n'est relevée suivant l'âge, mais la part de jeunes affirmant toujours en utiliser augmente avec le niveau de diplôme jusqu'au baccalauréat (plus de 64 % chez les bacheliers contre 48,7 % chez les non-diplômés). L'usage de la digue dentaire est trop peu fréquent pour dégager un profil d'utilisateurs.

LORS D'UN RAPPORT SEXUEL AVEC UN NOUVEAU PARTENAIRE*, UTILISATION... (%)



* parmi les jeunes ayant indiqué avoir déjà eu un rapport sexuel.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

CONSENTEMENT

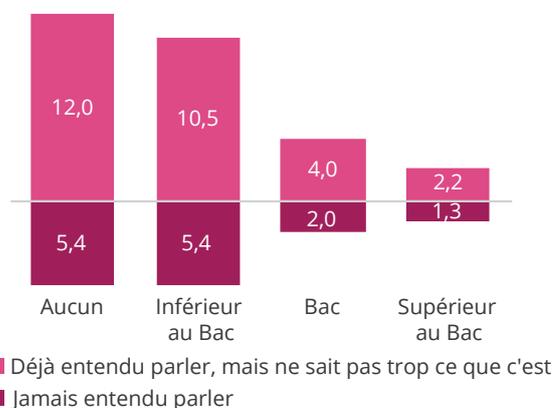
Une bonne connaissance de la notion de consentement, malgré des lacunes chez les moins diplômés

La grande majorité des jeunes accompagnés par les Missions Locales déclare avoir déjà entendu parler de consentement. Néanmoins, 3,8 % disent que ce n'est pas le cas et 7,6 % ne pas trop savoir de quoi il s'agit.

Alors que le niveau de connaissance déclaré concernant le consentement est similaire entre hommes et femmes et ne varie pas significativement selon l'âge, le niveau de diplôme intervient fortement. En effet, les jeunes non-bacheliers sont 5,4 % à dire n'en avoir jamais entendu parler et plus de 10 % à ne pas savoir exactement de quoi il s'agit, tandis que ces parts sont divisées par plus de deux chez les bacheliers (cf. graphique ci-contre).

Il est à noter que si la méconnaissance du consentement est moindre chez les jeunes ayant indiqué avoir déjà eu des rapports sexuels, ils sont encore 8,7 % à ne pas savoir précisément de quoi il s'agit.

CONNAISSANCE DU CONCEPT DE CONSENTEMENT SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME (%)



La part de jeunes connaissant bien la définition n'est pas représentée pour plus de lisibilité.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

Aucune différence significative de niveau de connaissance concernant le consentement n'est notée à l'échelle départementale. En revanche, les jeunes accompagnés par les Missions Locales de la Sambre-Avesnois-Thiérache se disent mieux informés que ceux du reste de la région.

TOLÉRANCE

L'égalité entre hommes et femmes perçue de manière différente selon le sexe et le niveau de diplôme

Plusieurs questions portant sur la tolérance ont été posées aux jeunes, en leur demandant leur sentiment face à ces situations.

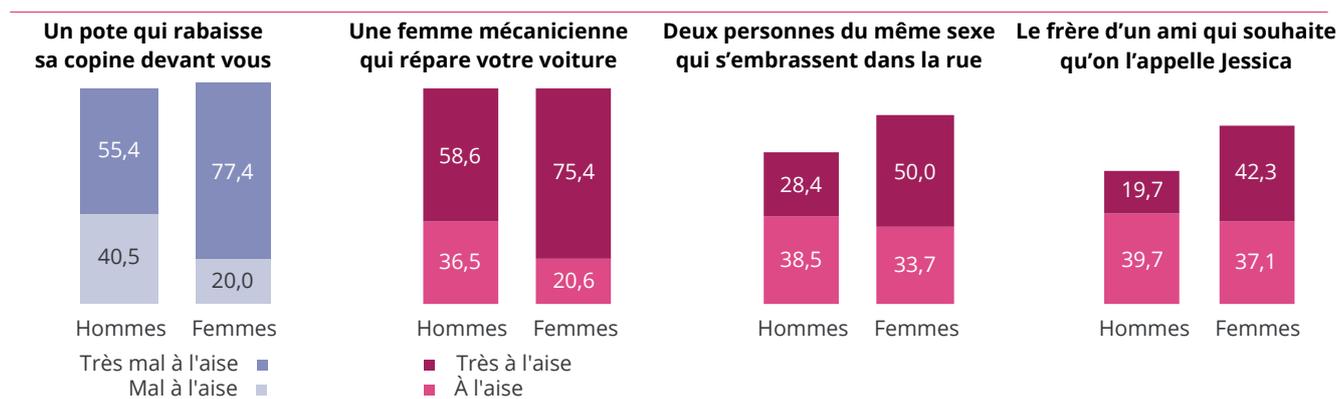
La première question portait sur « une femme mécanicienne qui répare votre voiture ». Face à cette situation, deux jeunes sur trois (66,8 %) se disent très à l'aise, 28,7 % affirment être à l'aise, 3,1 % se déclarent mal à l'aise et 1,4 % très mal à l'aise.

Ces proportions ne varient pas significativement avec l'âge des jeunes. En revanche, alors que les femmes et les hommes sont aussi nombreux à déclarer ne pas être à l'aise avec cette situation, plus de femmes disent être très à l'aise (75,4 % contre 58,6 % des hommes). De plus, un gradient selon le niveau de diplôme est observé : plus les jeunes sont diplômés, plus ils déclarent être à l'aise avec la situation.

Une autre question portait sur le sentiment suscité par un « pote qui rabaisse sa copine devant vous ». Les deux tiers des jeunes (66,4 %) indiquent être très mal à l'aise avec cette situation et 30,2 % mal à l'aise ; 1,9 % se disent à l'aise et 1,4 % très à l'aise.

Ces parts ne varient pas significativement selon l'âge. En revanche, alors que le sexe n'intervient pas dans la part de jeunes se disant à l'aise avec cette situation, les femmes sont plus enclines à affirmer être très mal à l'aise (77,4 % contre 55,4 % des hommes), tout comme les plus diplômés (plus de 70 % chez les bacheliers contre 59,6 % chez les jeunes non-diplômés et 64,1 % chez ceux ayant un diplôme inférieur au baccalauréat).

SENTIMENT FACE À DIFFÉRENTES SITUATIONS SELON LE SEXE (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Une vision de l'homosexualité¹ qui évolue avec l'âge

Deux jeunes sur cinq (39,6 %) se disent très à l'aise face à deux personnes du même sexe qui s'embrassent dans la rue. Ils sont 35,7 % à déclarer se sentir à l'aise face à cette situation, 15,7 % mal à l'aise et 9,1 % très mal à l'aise.

Les hommes sont deux fois plus nombreux à dire être mal à l'aise face à cette situation (33,1 % contre 16,4 % des femmes). Cette part diminue de manière sensible avec l'âge, passant de 32,9 % chez les mineurs à 16,6 % pour les 24 ans et plus. De fortes disparités selon le niveau de diplôme sont aussi relevées : 32,7 % des jeunes sans diplôme ne sont pas à l'aise contre 17,4 % des diplômés de l'enseignement supérieur.

La transidentité mieux acceptée par les femmes et les plus diplômés

Les jeunes sont encore un peu plus nombreux à ne pas être à l'aise avec la transidentité. Face « au frère d'un ami

qui souhaite qu'on l'appelle Jessica », 31,6 % affirment être très à l'aise, 38,0 % à l'aise, 20,3 % mal à l'aise et 10,1 % très mal à l'aise.

Les hommes sont bien moins nombreux à être très à l'aise (19,7 % contre 42,3 % des femmes). Alors que l'âge n'a que peu d'impact, le sentiment d'être très à l'aise augmente avec le niveau de diplôme (24,7 % des non-diplômés contre 37,9 % des diplômés de l'enseignement supérieur).

ZOOM INFRARÉGIONAL

La tolérance face à ces différents sujets est dans l'ensemble moins de mise dans l'Oise, mais plus dans l'Aisne. Par ailleurs, dans le Bassin minier et la Sambre-Avesnois-Thiérache, les jeunes se disent plus à l'aise que les autres face à l'homosexualité¹ et à la transidentité, mais aucune différence n'est relevée concernant les questions sur l'égalité entre hommes et femmes.

¹ Le fait que les jeunes indiquent ne pas être à l'aise, peut être le fait de l'homosexualité ou, plus largement, que deux personnes s'embrassent dans la rue, qu'elles soient ou non du même sexe.

ACCÈS AUX SOINS ET DÉPISTAGE

Moins d'un jeune sexuellement actif sur deux déjà dépisté pour les IST...

Parmi les jeunes déclarant avoir déjà eu un rapport sexuel, 42,1 % disent avoir déjà réalisé un dépistage des infections sexuellement transmissibles (IST) et 7,3 % ne se prononcent pas sur cette question.

...encore moins chez les hommes, les plus jeunes et les moins diplômés

Les dépistages sont plus fréquents chez les femmes que chez les hommes (47,1 % contre 36,5 %). De plus, un fort gradient est observé en fonction de l'âge, mais aussi du niveau de diplôme, la part de jeunes dépistés augmentant avec ces deux variables. Les mineurs actifs sexuellement ne se sont ainsi fait dépister que dans un cas sur cinq (cf. graphiques ci-contre).

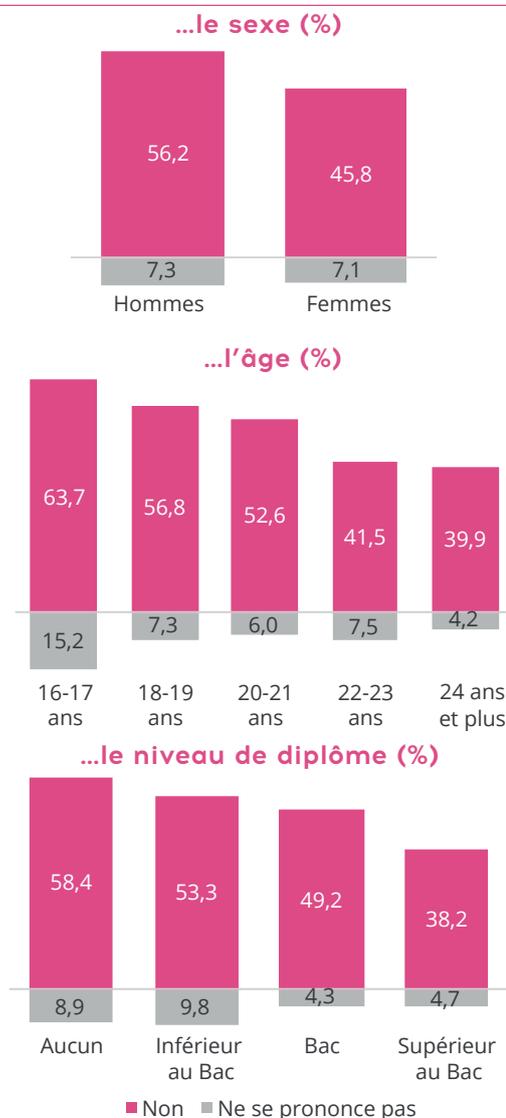
Ces gradients sont encore plus prononcés chez les hommes que chez les femmes. Ainsi, la part de jeunes actifs sexuellement ayant déjà été dépistés pour les IST est 2,0 fois plus élevée chez les hommes de 22 ans et plus que chez ceux de 16-19 ans, tandis que ce facteur est de 1,4 chez les femmes. De même, chez les hommes, la part de bacheliers s'étant fait dépister est 1,6 fois plus élevée que chez les jeunes sans diplôme, alors que ce facteur est de 1,2 chez les femmes.

Plus de protection chez les jeunes femmes ayant consulté un gynécologue au cours de l'année

Une jeune femme sur trois (33,1 %) a consulté un gynécologue dans l'année. C'est plus le cas des plus âgées (24,4 % des mineures contre 45,6 % des femmes de 24 ans et plus) et des plus diplômées (25,8 % des femmes non diplômées contre 43,7 % de celles ayant un diplôme post-bac)¹.

Cette part est presque trois fois plus élevée chez les femmes déclarant avoir déjà eu des rapports sexuels que chez celles affirmant n'en avoir jamais eu (43,3 % contre 15,0 %). Par ailleurs, parmi celles ayant une expérience sexuelle, 64,7 % des femmes qui ont vu un gynécologue au cours des douze derniers mois utilisent un moyen de contraception contre 52,6 % de celles qui n'en ont pas consulté. De plus, 57,1 % des femmes ayant consulté un professionnel au cours de l'année se sont déjà fait dépister pour les IST, contre 39,6 % des autres.

DÉJÀ RÉALISÉ UN DÉPISTAGE DES IST* SELON...



* parmi les jeunes ayant indiqué avoir déjà eu un rapport sexuel.

Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

ZOOM INFRARÉGIONAL

Les dépistages pour les IST tendent à être plus fréquemment déclarés par les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans le département du Nord (45,5 %) qu'en moyenne dans les Hauts-de-France.

Aucune différence n'est relevée pour le Bassin minier ou pour la Sambre-Avesnois-Thiérache.

¹ Pour plus d'informations sur les consultations de professionnels de santé, cf. plaquette intitulée « État de santé, accès aux soins et prévention ».

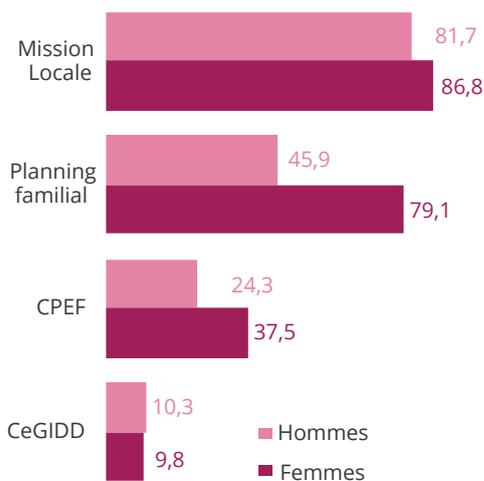
STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT

Une hétérogénéité dans la connaissance des types de structures

De nombreuses structures proposent un accompagnement sur le sujet de la vie affective et de la santé sexuelle, mais toutes ne sont pas connues dans les mêmes proportions par les jeunes accompagnés par les Missions Locales.

La majorité des jeunes (84,3 %) sait que la Mission Locale peut les accompagner sur ce sujet. Le planning familial est également plutôt bien identifié (62,4 %). En revanche, le centre de planification d'éducation familiale (CPEF) n'est connu que de 31,0 % des jeunes et les centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD) par 10,1 %. Par ailleurs, 3,7 % des jeunes déclarent connaître d'autres personnes pouvant les aider sur ce sujet ; ils citent des associations diverses, des professionnels de santé, mais aussi la famille et les amis.

CONNAISSANCE DES STRUCTURES POUVANT ACCOMPAGNER SUR LA VIE AFFECTIVE ET LA SANTÉ SEXUELLE SELON LE SEXE (%)



Source : Enquête sur la santé des jeunes accompagnés par les Missions Locales - Exploitation : OR2S

Trois jeunes sur cinq ne connaissent pas le « mois sans tabou »

Les temps de prévention dédiés à la santé sexuelle ne sont pas non plus connus de la même manière par les jeunes. Alors que 79,2 % sont au fait de la « journée mondiale de lutte contre le sida », le « mois sans tabou » n'est connu que de 39,2 % des jeunes ; respectivement, ce sont donc 3,0 % et 2,1 % qui indiquent y avoir déjà participé¹.

¹ Pour plus d'informations sur les temps dédiés à la prévention, cf. plaquette intitulée « État de santé, accès aux soins et prévention ».

En moyenne, une meilleure connaissance chez les femmes et les plus âgés

Le fait que la Mission Locale puisse accompagner sur la thématique de la vie affective et de la santé sexuelle est connu de manière relativement homogène chez les jeunes, bien qu'une augmentation de la connaissance avec l'âge soit relevée (78,2 % des mineurs contre plus de 87 % à partir de 22 ans).

Pour les autres structures, la connaissance varie fortement avec le profil.

Les femmes sont bien plus nombreuses à déclarer connaître le planning familial et le CPEF. En revanche, les CeGIDD comme centres ressources sont aussi peu connus des hommes que des femmes.

Les différents dispositifs sont systématiquement mieux connus des plus âgés. L'écart est particulièrement prononcé pour les CeGIDD (6,7 % des jeunes de 16-17 ans contre 16,7 % de ceux de 24 ans et plus). Cet écart est plus modéré pour le CPEF et le planning familial (facteurs de 1,4 et 1,3 respectivement) et est encore bien plus faible pour les Missions Locales (facteur de 1,1).

L'impact du niveau de diplôme est variable selon la structure. Le planning familial est moins bien connu des non-diplômés (53,1 %) que des diplômés de l'enseignement supérieur (71,0 %). Le CPEF et les CeGIDD sont tous deux mieux connus des titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat (33,6 % pour le CPEF, 11,0 % pour les CeGIDD) que des autres (de 26 % à 30 % pour le CPEF selon le niveau de diplôme et de 7 % à 10 % pour les CeGIDD).

ZOOM INFRARÉGIONAL

L'appui pouvant être apporté par les Missions Locales sur le sujet de la vie affective et sexuelle est connu de manière similaire au sein des Missions Locales de la région.

En revanche, le planning familial et le CPEF sont mieux connus dans le Pas-de-Calais, moins dans l'Oise, tandis que les jeunes accompagnés dans l'Aisne sont plus souvent au fait de l'aide que peuvent apporter les CeGIDD.

Les jeunes accompagnés dans le Bassin minier ne se démarquent pas des autres, hormis pour le CPEF qui est mieux connu, mais uniquement chez les femmes. Par ailleurs, les jeunes fréquentant une Mission Locale de la Sambre-Avesnois-Thiérache sont plus nombreux à connaître l'appui du planning familial et des CeGIDD que les autres.

SYNTHÈSE

Parmi les jeunes accompagnés par les Missions Locales dans les Hauts-de-France, un peu plus d'un sur trois indique être en couple et près de trois sur cinq disent avoir déjà eu au moins un rapport sexuel. Ils sont plus d'un tiers à déclarer accepter d'avoir un rapport même si leur partenaire ne souhaite pas utiliser de préservatif ; cette part est moindre chez les jeunes n'ayant pas encore d'expérience sexuelle que chez ceux qui ont déjà eu des rapports. D'autre part, plus d'un jeune sur dix ne sait pas exactement ce qu'est le « consentement » ; un jeune sur douze parmi ceux ayant déjà eu des rapports sexuels.

Parmi les jeunes ayant déjà eu des rapports, la moitié déclare utiliser un moyen de contraception et un sixième ne se prononce pas. Les moyens les plus souvent cités sont la pilule contraceptive et le préservatif. Par ailleurs, deux jeunes sur trois affirment utiliser un préservatif lors d'un rapport avec un nouveau partenaire. L'utilisation d'une digue dentaire dans ce cadre est bien moins fréquente, puisqu'elle ne concerne que moins d'un jeune sur dix. En outre, plus de deux jeunes sur cinq disent avoir déjà fait un dépistage pour les infections sexuellement transmissibles (IST).

Plus de neuf jeunes sur dix connaissent au moins une structure pouvant les accompagner sur le sujet de la

vie affective et de la santé sexuelle. Plus de quatre sur cinq savent que la Mission Locale est compétente sur cette thématique et plus de trois sur cinq sont avisés que le planning familial est également une possibilité. En revanche, seuls trois jeunes sur dix disent pouvoir être accompagnés par le centre de planification et d'éducation familiale (CPEF) et un sur dix par un centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD).

De fortes disparités existent selon le profil des jeunes. Les femmes sont par exemple plus nombreuses à être en couple ou à avoir une expérience sexuelle, et elles se protègent en moyenne plus que les hommes. Elles sont également plus nombreuses que leurs homologues masculins à connaître des structures ressources sur le sujet de la vie affective et de la santé sexuelle. Les moins diplômés apparaissent comme les plus vulnérables. Ils sont plus nombreux à dire accepter des rapports sans préservatif, sont moins enclins à se protéger lors des premiers rapports avec un nouveau partenaire, à utiliser un moyen de contraception en général ou encore à se faire dépister pour les IST. De plus, chez ces jeunes, plus d'un sur six dit ne pas savoir exactement ce que signifie le « consentement » ou même ne pas en avoir entendu parler.

MÉTHODOLOGIE

L'enquête régionale réalisée auprès des jeunes accompagnés par les Missions Locales a pour objectif d'établir un diagnostic de la situation sanitaire de ce public en situation de vulnérabilité sociale, au travers de différents axes allant de la santé physique à la santé mentale, en passant par les habitudes de vie.

Un auto-questionnaire accessible sur smartphone par QR code a été mis à disposition des jeunes dans toutes les Missions Locales des Hauts-de-France. Après une première vague d'enquête de novembre 2023 à mai 2024, puis une seconde en juillet 2024, 2 612 questionnaires collectés dans trente-huit Missions Locales ont pu être exploités. Des résultats sont produits au niveau du département. Ainsi, l'échantillon compte

195 jeunes dans l'Aisne, 1 488 pour le Nord, 302 pour l'Oise, 484 pour le Pas-de-Calais et 94 pour la Somme ; 49 jeunes n'ont pas renseigné leur Mission Locale et, par extension, leur département. De plus, quelques résultats sont produits au niveau du Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache (SAT) et du Bassin minier. Ces deux sous-échantillons comptent respectivement 249 et 504 jeunes.

Afin de présenter des résultats davantage représentatifs de la population de jeunes accompagnés par les Missions Locales dans la région, un calage sur marges a été réalisé : les résultats présentés sont pondérés en fonction du sexe, de la Mission Locale et du département dans lequel la Mission Locale est située.

La part de jeunes femmes accompagnées par les Missions Locales est de 46 % (et 54 % d'hommes). En termes de répartition par âge, un jeune sur dix est mineur (11 %), trois sur dix ont 18 ou 19 ans (31 %), un peu plus d'un quart a 20 ou 21 ans (27 %), près de deux sur dix ont 22 ou 23 ans (19 %) et un peu plus d'un jeune sur dix a 24 ans ou plus (13 %). Concernant le niveau de diplôme des jeunes accompagnés par les Missions Locales, 17 % n'en ont pas, 38 % ont un niveau inférieur au Bac, 33 % ont le Bac et 13 % ont un niveau supérieur au Bac.

Par ailleurs, sauf mention contraire, toutes les différences mentionnées dans ce document sont significatives au seuil de 5 %, après ajustement sur le sexe, l'âge, le niveau de diplôme et le département.

Pour plus d'informations, cf. plaquette intitulée « Profil des jeunes, méthodologie et résultats ».

Ce document, imprimé par l'Imprimerie Monsoise en février 2025, a été réalisé conjointement par Manon Couvreur, Nadège Thomas (OR2S), Zohra Boukabous, Dimitri Vast (Arefie) et Amandine Dejancourt (ARS Hauts-de-France).

Il a été mis en page par Sylvie Bonin (OR2S) et imprimé.

Il a été financé par l'ARS Hauts-de-France.

Les auteurs remercient les jeunes ayant répondu à l'enquête qui ont permis la réalisation de ce travail ainsi que les professionnels œuvrant au sein des Missions Locales.

Directeurs de publication : Patrick Dehen, Thomas Lhermitte, Hugo Gilardi et Pr Maxime Gignon.